

AntiCapitaliste



- 1€ -

pour le pouvoir des travailleurs - N°2 - Janvier 2008

**Son projet n'est pas le nôtre !
NON À SA POLITIQUE
DE CIVILISATION**



“Le travail émancipe, libère, élève, enrichit les classes populaires et les classes moyennes.”

NICOLAS SARKOZY, 18 Avril 2007

Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES car nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de la famine alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous attendent.

NOUS COMBATTONS LE RACISME, que le régime érige en institution, ainsi que l'extrême droite et ses idées. Si l'islamophobie tend à remplacer l'antisémitisme d'antan c'est que le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Le régime organise des rafles de sans-papiers et assassine impunément dans ses centres de rétention, alors que nombre de patrons font appel à cette main d'œuvre en la privant des droits les plus élémentaires, cela pour préciser d'avantage les conditions de travail de tous. C'est pourquoi il est nécessaire que tous les travailleurs répondent ensemble contre le racisme.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car nous estimons que les frontières n'ont pas lieu d'être. Dans une économie mondialisée où les capitaux circulent librement, les frontières permettent essentiellement de contrôler les flux de travailleurs et de préserver les intérêts des capitalistes locaux. Les travailleurs n'ont pas de patrie, ils sont une seule et même classe. Nous sommes donc opposés à tout enfermement nationaliste sur la France ou sur l'Union Européenne qui cherchent à se bâtir contre la Chine, l'Inde ou le Brésil.

NOUS COMBATTONS L'IMPERIALISME qui pour le profit des patrons a toujours fait s'entretuer les pauvres dans des guerres de plus en plus meurtrières. Les bourgeoisies des pays impérialistes cherchent à accumuler toujours plus de richesses par tous les moyens, c'est-à-dire y compris par le pillage militaire systématique comme le font les Etats-Unis en Irak ou la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement les peuples en résistance que ce soit au Liban, en Palestine, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie ou partout ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

UNIR LES LUTTES EST NÉCESSAIRE pour combattre efficacement le capitalisme. Les luttes des travailleurs doivent converger avec les luttes contre toutes les oppressions que sont le racisme, le sexisme, l'homophobie. Nous défendons toujours dans les luttes les stratégies les plus unitaires possibles tout en y défendant fermement nos positions. Nous pensons également que tous les courants de la gauche antilibérale doivent s'unir afin de donner une expression politique au mouvement social et d'offrir une alternative crédible au Parti Socialiste.

POUR AUTANT, UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NÉCESSAIRE car le système capitaliste n'offre comme autre perspective que "socialisme ou barbarie". L'échec de la révolution allemande en 1923 a conduit à l'isolement de la Russie et à la contre-révolution stalinienne. Pour nous, les ex-pays staliniens n'ont jamais eu de communiste que le nom. Nous nous battons pour le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire pour une société socialiste planétaire où la propriété privée des moyens de production et de distribution sera abolie. L'économie et le travail seront sujets au contrôle démocratique des travailleurs. Les multinationales n'accepteront jamais de laisser leur système se faire réformer au point de mener au socialisme. L'échec d'Allende au Chili en 1973 en est une des preuves les plus tragiques. La spontanéité seule est bien trop fragile et ne peut suffire pour détruire le capitalisme. Il est nécessaire de bâtir un parti révolutionnaire centralisé et démocratique pour permettre aux travailleurs de s'emparer du pouvoir.

ASSOCIATION MARQUE PAGE

POUR NOUS RENCONTRER

Réunion tous les mercredi, à 18h, à l'université de Tolbiac, M° Olympiades (L.14)

23 Janvier : Pour quelle société nous battons-nous ? (Marie Geauguey)

30 Janvier : Octobre 1917, lorsque les travailleurs s'emparèrent du pouvoir. (Laurent Bauer)

6 Février : Peut-on changer le monde par la Grève Générale ? (Benjamin Lormet)

13 Février : Toujours plus de reculs sur le code du travail (Adrien Nicolas)

19 Février : Guerre du Vietnam et résistance anti-guerre. (Laure Sablier)

26 Février : Etat des lieux de la gauche avant les élections municipales (Florent Vigier)

NOS CONTACTS

association_marquepage@yahoo.fr
par téléphone au 06 19 39 52 80

Economie

Le Conseil d'Analyse Economique, a récemment remis un rapport au gouvernement sur la croissance. Ce dernier sous la direction d'économistes connus pour leur position libérale (Aghion, Cohen, etc.) se pose les questions suivantes :

l'économie française peut-elle faire durablement mieux que 2% de croissance ? Une augmentation du potentiel de la croissance entraînerait une forte progression du niveau de vie, le retour au plein emploi et faciliterait le financement de notre système de solidarité sociale qui pourrait être fortement menacé autrement.

Quelles réformes ?

Augmenter le volume de travail, en rééquilibrant le sous-emploi chronique des français : un français consacre 48% de son temps de vie au travail contre 58% pour un britannique et 60% pour un danois. Tout en reconnaissant la préférence collective pour les loisirs, les auteurs proposent quatre leviers pour augmenter le volume de travail :

- agir sur la durée en simplifiant le droit du travail.

- stimuler le taux d'emploi des jeunes en facilitant le cumul études et emplois à temps partiel tout en exonérant ces emplois de toutes cotisations sociales.

- Stimuler le taux d'activité des seniors.

- Faciliter le travail à temps partiel qui peut être un moyen efficace de concilier activité et charge familiale.

Assurer un meilleur fonctionnement du marché du travail, en s'attaquant à l'indemnisation et au placement des chômeurs (la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC est recommandée) et au contrat de travail.

Stimuler la concurrence sur le marché des biens par : suppression des réglementations sur le commerce et des professions fermées (notaires, pharmaciens, taxis, vétérinaires, etc.)

Augmenter la rentabilité des PME par une fiscalité plus adaptée.

Libéralisation des marchés des biens et services encore sous la coupe de l'Etat.

Revaloriser et réformer l'enseignement supérieur et la recherche, pour cela quatre points :

1/ Réformer la gouvernance des universités et leur accorder une réelle autonomie en incluant le recrutement.

2/ Soumettre les présidents d'université à des résultats.

3/ Accorder des moyens supplémentaires aux universités les plus performantes.

4/ Revoir le statut des enseignants chercheurs et adapter les rémunérations aux contributions.

Stratégie de réformes et coûts : pour réussir, plutôt qu'un traitement de choc, les auteurs préconisent de rechercher un consensus social avec une sélectivité dans l'indemnisation. La priorité de mise en œuvre vise les réformes du marché du travail et de l'enseignement supérieur. Le coût des réformes est évalué à 1,4 point de PIB mais les gains de productivité annuleraient leurs coûts sur cinq ans.

Cher pétrole

"Le pétrole menace la croissance mondiale". Voilà le genre de "Unes" qui fleurissent dans les journaux dernièrement. Dans ce contexte, qui touche directement des milliards de foyers à travers le monde, qu'en est-il du mythe du pétrole rare et donc cher ?

Pour comprendre, décomposons comme le fait le Figaro du 8/11/07, le prix d'un litre de SP 95 à 1,32 euro.



D'abord les taxes : 30 cts pour les pays producteurs et 82 cts pour l'Etat français, soit déjà 1,12 euro.

Ensuite la marge des compagnies pétrolières, 3 à 7cts par litre, puis la distribution et le raffinage, 10 cts.

Et là, stupeur le coût de production (d'extraction) d'un litre d'essence revient entre 3 à 5 cts d'euro.

Alors le visage de désolation de C. Lagarde, ou celui d'impuissance des dirigeants de Total ne trompera personne.

Les grandes compagnies pétrolières se goinfrent de pétrodollars, 115 milliards de dollars de bénéfices en 2006 dont 15,8 pour TOTAL. Et une extrême minorité dans les pays producteurs vivent une vie de luxe.

L'Etat français quant à lui, organise le vol des ménages modestes par la charge des taxes dans le coût du pétrole. On comprend mieux aussi l'hypocrisie derrière le discours sur les énergies alternatives. Le pétrole rapporte bien trop pour que les garants du système le substitue à autre chose. Et ce, quitte à faire de ce monde un lieu de guerres et de massacres pour assouvir leur soif de profits.

OGM

Les marchands d'OGM ont la cote.

Les semences génétiquement modifiées sont à la fête en bourse. Les actions de Monsanto et Syngenta, leader mondial, battent de nouveaux records historiques. Le bénéfice de Monsanto à triplé en un an, grâce notamment à des ventes de semences qui ont doublées en Amérique Latine. Le cours de son action a triplé en 18 mois. Quant à Syngenta elles ont progressées de 40% en un an. Et les choses ne devraient pas en rester là. Les analystes de Citigroup prévoient une croissance de 11% par an. L'un deux peut ainsi dire : "étant donné l'acceptation croissante des aliments issus des biotechnologies, nous pensons que Monsanto sera à la pointe de cette activité florissante".

Brèves de Florent Vigier

Islamophobie au Pays-Bas

Geert Wilders, député et chef du parti d'extrême droite PVV aux Pays Bas, a réalisé un film contre l'Islam avec pour objectif annoncé de démontrer que le Coran est « un livre affreux et fasciste » qui pousse les gens à des « actes terribles ».

Son but n'est pas moins que de le faire interdire « comme c'est le cas pour Mein Kampf » ose-t-il préciser.

A plusieurs reprises déjà, il a demandé au Parlement l'interdiction du Coran et l'arrêt de l'immigration des musulmans.

La diffusion du film, qui dure 11 mn 9 s, en référence à une certaine date, est annoncée pour le 21 janvier bien que les chaînes publiques aient refusées de le présenter.

Un rassemblement devrait avoir lieu. A l'appel d'un ensemble d'organisations, une mobilisation se prépare. Affaire à suivre...

E.C.

Edito

Super Président, amant globe trotteur, ami des stars, des monarques et des milliardaires, le Président Sarkozy brille de mille feux, dans les médias de ses amis, pour y défendre sa " politique de civilisation ", " sa France d'après ". Pendant deux mois pourtant, ce sont tour à tour : les marins pêcheurs, les futurs médecins, les étudiants opposés à la privatisation des facs, et les cheminots défendant les retraites par répartition qui ont inondé les rues, les gares et les universités avec slogans et banderoles. Ces petites gens que les puissants et les médias méprisent, calomnient, insultent. Vous l'aurez compris ce journal n'est pas celui de la bande à Sarkozy et de ses collabos.

Le journal *Anticapitaliste* veut rendre hommage à ces jeunes, ces hommes et ces femmes qui pendant des mois ont défendu leurs statuts et ont donné vie à un autre projet de société par en bas, sans MEDEF, sans strass ni paillettes.

Dans un article du magazine *Challenges* (du 4/10/2007) intitulé : " Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! ", Denis Kessler ancien maoïste et vrai patron du CAC 40, prônait le projet Sarkoziste de mondialisation et de gestion patronale du gouvernement. " Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses " [...] " A y regarder de plus près, on peut constater qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. " [...] " Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! "

Pourquoi une telle défense alors que tout semble aller si bien à Sarkoland ? Comme le défend Kessler, la France et surtout la gauche est bien différente aujourd'hui de ce qu'elle était en 1995. Mais ... pas les travailleurs, ou comme les caractérise l'UMP ces hordes " d'archaïques ", " d'ignorants ", " de réfractaires à la modernité ".

L'offensive du MEDEF et du gouvernement tombe à point, dans une situation de crise de la gauche, profondément divisée par l'avancée de la mondialisation néolibérale.

Le PS, déjà, partagé entre la gestion de la misère sociale et la participation active à l'offensive néolibérale n'est plus capable de défendre un autre projet de société que la droite (UDF, UMP). On a entendu durant l'élection présidentielle Ségolène Royal se réclamer du Blairisme alors que Tony Blair, lui, défendait Nicolas Sarkozy. Lors de la grève des cheminots et des étudiants, François Hollande, premier secrétaire du PS, déclarait dans *l'Est Républicain* (du 23/11/2007) : " Le seul syndicat à combattre, c'est SUD, l'organisation qui ne cherche que la lutte ". Dans ce contexte, où seul SUD se faisait le porte-voix des revendications des assemblées générales des cheminots en défendant les 37,5 annuités pour tous, et des étudiants, en réclamant l'abrogation de la LRU, alors même que les directions de la CGT et de l'UNEF, de leur côté, négociaient le recul social en acceptant l'augmentation de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein et la privatisation des facs et de la recherche ; on peut se questionner sur l'objectif de la déclaration de F. Hollande.

La gauche antilibérale qui, suite à la victoire du NON au référendum, semblait pouvoir offrir une alternative à la chute aux enfers du PS, se retrouve aujourd'hui profondément divisée et réduite à peau de chagrin. Dans un contexte de fortes tensions sociales, les mouvements cheminots et étudiants n'ont pu que peu compter sur une gauche antilibérale qui semble plus préoccupée par les stratégies d'appareil pour les municipales que par la construction d'une mobilisation de masse pour stopper l'offensive du MEDEF. Les organisations de la gauche radicale ont décidé de centrer leur attention sur leur propre construction laissant bien souvent leurs militants en grève se débattre, sans appui politique, face aux directions syndicales qui trahissaient le mouvement. Le débat sur la création d'une possible alternative unitaire à la gauche du PS n'est pas à l'ordre du jour pour le moment.

Le PCF se retrouve forcé de faire alliance avec le PS pour garder ses mairies, alors que bon nombre de sections locales socialistes ont déjà déclaré qu'elles ne respecteraient pas ces accords et se présenteraient face aux candidats communistes. La LCR, au sortir de son congrès, a décidé de se concentrer sur la création d'un " Nouveau Parti Anticapitaliste " centré autour d'Olivier Besancenot et de se présenter " dans toutes les villes où elle le peut ", excluant de fait la possibilité de participer à une dynamique unitaire avec les autres composantes du NON de gauche.

N. Sarkozy, en septembre dernier, était encore crédité de 57% d'opinion favorable. Aujourd'hui seulement 45% des sondés (sondage BVA) se disent solidaires de son action. Même si la popularité du régime de Sarkozy s'affaiblit, aucune alternative politique unitaire à gauche, défendant les revendications des mouvements sociaux, ne semble en condition d'émerger. Les mobilisations de ces derniers mois ont prouvé que, même face à la crise de la gauche et aux trahisons syndicales, il était possible d'organiser par en bas des mouvements de contestation de masse et démocratique. Ces mobilisations ont affaibli la popularité du gouvernement et ont affaibli le désespoir et la peur chez les travailleurs, que la droite tente d'alimenter.

Bien d'autres batailles nous attendent. Pour gagner, nous avons besoin d'une alternative à gauche pour combattre la politique de civilisation de N. Sarkozy. Son projet n'est pas le nôtre ! Nous refusons les expulsions de sans-papiers, la répression de la pauvreté et des mouvements sociaux, la casse du service public, le massacre du code du travail, et les licenciements soit-disant à l'amiable. Nous refusons la guerre et la misère qu'inflige l'impérialisme à des populations entières pour nourrir la mondialisation des multinationales.

A travers nos résistances nous pouvons écraser le MEDEF et son caniche Président. Tous ensemble, construisons une gauche à l'image de nos luttes pour bâtir un autre monde.

Benjamin Lormet

Sommaire

2 En brèves.

3 Editorial.

4-5 Education,

Retour sur le mouvement contre la privatisation des facs; Le ministère s'engage à "réformer" l'enseignement professionnel.

6-7 Dossier de la rédaction, Travailleurs :

Le mouvement des cheminots et les attaques du gouvernement contre le code du travail.

8-9 À gauche,

Le PS aux abonnés absents ;
Non à la "politique de civilisation" de SARKOZY.

10 Résistances,

Grève de la faim des faucheurs ;
Révoltes en centres de rétention : l'espoir des Sans -Papiers est le nôtre.

11 International,

IRAN : la course à la guerre.

12 Correspondance,

Chronique de Gaza : Aïd sous embargo.

Remerciements :

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique), Adrien, Benjamin, Catherine, Cécile, Diala, Emilie, Eugénie, Florent, Francesca, Laure, Laurent, Marie et Otman.

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Et enfin, merci à Monique pour la relecture patiente, mais passionnante de ce numéro...

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marque Page.

Ce journal est tiré à 100 exemplaires pour la première édition (mardi 22 janvier) et 100 exemplaires pour la seconde édition (vendredi 24 janvier)

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition :
association_marquepage@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.19.39.52.80.

RETOUR SUR LE MOUVEMENT CONTRE LA PRIVATISATION DES FACS



Bilan

La mobilisation des étudiants n'aura pas empêché la ministre Pécresse de passer en force, avec la bénédiction de l'UNEF, sur la loi d'autonomie des facs « promise » par les tenants du consensus libéral (PS, MoDem et UMP). Les investissements de l'Etat promis au cours des négociations avec l'UNEF ne changent rien au fond : l'Université qui passe sous la coupe des entreprises sera juste un peu rénovée avec l'argent de la vente de 3% des actions de GDF.

Les grévistes ne se battaient pas uniquement contre la loi Pécresse, mais aussi contre le projet global de Sarkozy : loi Hortefeux, allongement de la durée de cotisation avant la retraite, baisses d'impôts pour les plus riches... c'est d'ailleurs au plus fort de la grève des cheminots (le 16 novembre) que le mouvement étudiant atteint son apogée : 44 facs en grève avec piquets. L'isolement par rapport aux professeurs et aux personnels que les syndicats n'appellent pas à l'action, puis la répression (évacuations des facs et des piquets de grève par la police), auront finalement raison du mouvement étudiant ... partie remise ?

Adrien Nicolas

INTERVIEW



Dans le cadre de notre bilan sur le mouvement pour l'abrogation de la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), nous avons interviewé Catherine Curran, enseignante et chercheuse en civilisation britannique à l'université de lettres de Rouen.

En quoi les enseignants sont-ils concernés par la réforme LRU ?

Les enseignants sont concernés par cette réforme dans la mesure où l'autonomie donne des pouvoirs renforcés au Président de l'université qui peut recruter qui il veut. Les anciennes commissions de spécialistes destinées à sélectionner les enseignants vont disparaître pour laisser la place à des comités de sélection composés par des personnes extérieures à l'université.

La ministre a défendu cette mesure comme étant nécessaire pour lutter contre le localisme du recrutement, mais en réalité celle-ci va surtout permettre de donner un très grand poids aux entreprises et aux notables qui financeront les universités. Ce type de recrutement ne se fera plus seulement selon des critères académiques mais également en fonction de critères financiers et de rentabilité.

De même, le financement des filières étant déterminé par les entreprises, certaines d'entre elles risquent de perdre leur poste de recherche. Il est même probable que certaines disparaissent faute d'étudiant.

L'autonomie intègre une donnée de compétition entre domaines d'enseignement. Sur la base de la professionnalisation à l'issue du cursus de formation, les filières seront évaluées en fonction de leur caractère ou non professionnalisant. Ce qui débouchera inévitablement sur des suppressions de postes dans les filières d'enseignement théorique.

Enfin, la loi prévoit que la recherche faite à l'université devra devenir rentable et compétitive, même si les critères restent peu clairs et les modes d'évaluation opaques. Il est clair que pour la ministre il s'agit de faire disparaître tout ce qui correspond à de la recherche fondamentale, les sciences humaines seront bien entendu les premières touchées.

Tu me parlais du recrutement : qu'est-ce qui doit changer ?

La LRU s'appliquant, la ministre a décidé d'embrayer rapidement en s'attaquant directement au statut de fonctionnaire. A partir de 2009, l'agrégation et le CAPES sont supprimés. Le recrutement d'enseignants et de chercheurs se fera sur une base contractuelle et renouvelable au bon vouloir du président de l'université.

Cette annonce est d'autant plus choquante que le nombre de maîtres de conférence reste insuffisant et qu'aucune création de poste n'est prévue. Cette mesure va instaurer la précarisation des personnels qui vont entrer dans la profession, les postes ne seront plus permanents. En Angleterre, où ce système s'applique déjà, plus aucune recherche fondamentale ne s'effectue dans les universités, compte tenu de l'instabilité permanente à laquelle sont soumis les enseignants, devant renouveler leur contrat tous les 9 mois.

Comment ont réagi les syndicats d'enseignants à la grève étudiante ?

A partir de la grève étudiante, fin octobre, dans mon université, certains professeurs ont appelé les syndicats pour qu'ils organisent la grève des enseignants. La direction du SNES-UP, pourtant pour l'abrogation, s'est prononcée pour ne pas appeler à la grève, compte tenu de l'absence de cours, instaurée par le mouvement étudiant.

Ils ont privilégié une position passive couverte par la grève étudiante. Cette décision a eu de graves conséquences sur le mouvement; les étudiants restaient obligés de bloquer leur établissement, les cours devant "théoriquement" avoir lieu.

De nombreux professeurs ont tout fait pour imposer aux directions syndicales d'appeler à la grève afin d'enlever cette pression, et de construire un mouvement interprofessionnel contre la LRU. Les dirigeants syndicaux, en réalité, n'ont fait que reculer devant la ministre, en appelant à une ou deux journées de mobilisation, tout en continuant de négocier localement l'application de l'autonomie.

Propos recueillis par Benjamin Lormet



INTERVIEW

Pour faire le bilan du mouvement contre la LRU, la rédaction a souhaité laisser la parole à une étudiante, Diala, en 2ème année de philosophie à Tolbiac.

Pourquoi les grévistes dénonçaient la LRU comme une loi de privatisation de l'Université ?

Parce que des personnes privées, des entreprises acquièrent par la LRU un pouvoir décisionnel en terme de pédagogie au sein des facs et de leurs instances en contrepartie d'investissements financiers, dans un contexte de désengagement de l'Etat.

Pourtant, l'UNEF avait signé ...

Face à des structures institutionnelles chapeautant les luttes, comme l'UNEF ou les syndicats dits « représentatifs » des salariés, on a deux choix : les laisser négocier en notre nom sans aucune garantie, ou décider démocratiquement de notre organisation et de nos modalités d'action. L'UNEF, issue de la social-démocratie, ne veut pas de mouvements sociaux auto organisés, elle tente (sans succès cette fois) de canaliser les mouvements sociaux.

Raconte nous comment tu as vu la lutte sur Tolbiac :

Ce sont des personnes issues des mouvements anti-CPE et du mouvement lycéen de 2005 qui ont eu le réflexe de s'auto organiser au sein d'un comité de mobilisation qui rassemblait de plus en plus largement, au cours des semaines après la rentrée, en posant la question de la lutte à mener. L'euphorie du démarrage de la lutte a renforcé la cohésion collective et nous a poussé à organiser la convergence des luttes, notamment avec les cheminots en grève qui sont venus à plusieurs de nos AG. C'était aussi dû à l'influence de courants politiques non réformistes. Dès le 30 octobre, le mouvement s'annonçait dur sur Tolbiac : vote de la grève avec piquet (appliqué et reconduit à partir du 31). La présidence de Paris 1 a répliqué par la répression systématique : refus d'amphi, vigiles privées, fermetures administratives pour intimider et empêcher les assemblées de discussion politique.

Quelles luttes à venir ?

Il faut maintenant renforcer le lien entre monde du travail et université en terme d'action et de réflexion. Faire le lien entre les réformes qui touchent les travailleurs et les tentatives de privatisation des facs. « Identité nationale », « travailler plus pour gagner plus », « mérite » : le rapport au monde du travail est de plus en plus modifié par cette idéologie. La question de l'immigration aussi doit être débattue dans les facs.

Propos recueillis par Adrien Nicolas.



Le ministère s'engage à "réformer" l'enseignement professionnel

Les filières scolaires BEP (2 ans) et Bac Pro (2 ans) vont fusionner en un Bac Pro de 3 ans. L'objectif de cette "réforme" serait d'augmenter le nombre d'élèves se présentant au Bac Pro (actuellement, seulement 50% des élèves en section BEP arrivent au bac pro).

Darcos, dans sa conférence de presse du 11 décembre 2007, présente cette réforme comme une promotion de l'enseignement professionnel, car il deviendrait, selon lui, un baccalauréat à part entière.

Cette réforme ne tient aucun compte du rapport Prat, qui, en septembre 2005 concluait que "Le parcours en 3 ans n'est qu'un élément de réponse qui ne concerne qu'une faible partie des publics", car ce "dispositif est trop rigide". Ce parcours en 3 ans pénalise les élèves qui sont contraints de quitter la formation au bout de 2 ans. Jusqu'à présent, ces élèves quittaient l'enseignement professionnel avec un diplôme en poche : le BEP. Avec cette réforme, ils se retrouveront sans aucune qualification officielle sur le marché du travail et seront de la véritable "chair à patrons".

Quant aux 50% des élèves qui se présentaient déjà à l'examen, ils verront avec cette réforme leur temps de formation diminuer de 25%. De plus, Darcos prépare la disparition des options et donc des spécialités dans les lycées technologiques, en premier lieu, les spécialités industrielles.

Quelle que soit leur situation, cette réforme ne profite pas aux élèves, ni aux enseignants, dont le nombre de postes va nettement diminuer.

La conséquence inévitable de cette réforme, son véritable but, (mises à part les économies d'investissement de l'Etat dans l'enseignement) est la "production" de travailleurs sans qualification, facilement exploitables, et le contrôle du patronat local sur l'enseignement professionnel. Il s'agit bien d'une contre-réforme, d'une attaque de plus du libéralisme sur l'enseignement.

Marie Geaughey

INTERVIEW

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Branko Timarac (SUD Education), professeur d'histoire en collège.

Darcos veut faire fusionner les lycées professionnels et les lycées technologiques en "lycées des métiers". Dans quelle mesure cette fusion met-elle les élèves à la libre disposition du patronat local ?

C'est le patronat local qui décidera des options et des filières en fonction des besoins locaux. Les patrons auront plus de poids dans les conseils d'administration des lycées et pourront imposer leurs vues. C'est également le risque de voir se régionaliser les diplômes et formations et de perdre le cadre national du diplôme ainsi que de voir apparaître des diplômes maison (ex : un accord entre le ministère et Citroën en 2003 pour un diplôme d'apprenti Citroën).

Quelles conséquences cette réforme aura-t-elle sur le nombre de postes d'enseignants ?

On parle de 22000 postes d'enseignants en moins si cette mesure passe. Mais il n'y a pas de chiffre officiel.

Darcos parle de supprimer les spécialités dans les lycées technologiques, en premier lieu, les spécialités industrielles. Comment Darcos va-t-il s'y prendre pour supprimer progressivement ces options ?

Je pense qu'il va annoncer que ces spécialités ne sont pas reconnues par le marché du travail et qu'elles doivent donc disparaître. Egalement, ce sont les régions qui décideront puisque ce sont elles qui sont responsables des lycées et de la formation professionnelle.

Propos recueillis par M.G.



Cortège parisien unitaire du 14 novembre 2007. Cheminots et étudiants, au point culminant du mouvement pour en foutre plein la gueule à Sarkozy.

Le mouvement cheminot pour la défense des retraites

La Charte Nationale de la Résistance a défini le principe des retraites comme une solidarité de la population sur la base de la répartition des richesses.

En 1993, Edouard Balladur a commencé de réformer le régime des retraites en divisant salarié du public et salarié du privé, en allongeant la durée de cotisation de ces derniers à 40 ans. Sous prétexte du vieillissement de la population et du déficit de la sécurité sociale, le gouvernement Raffarin a, en 2003, aussi allongé la durée de cotisation, cette fois-ci, pour les fonctionnaires de 37,5 annuités à 40. Selon la logique gouvernementale, la sécurité sociale ne pourrait plus pallier au déséquilibre cotisants/retraités. Alors que le même gouvernement donnait la possibilité aux entreprises d'être exonérées de charges fiscales. Et dans le même temps les législations anti-immigration n'ont cessé d'être durcies.

En 2007 le gouvernement Sarkozy s'est attaqué aux régimes spéciaux qui n'avaient pas encore été touchés. Ces régimes spéciaux ont été mis en place du fait de la pénibilité particulière des conditions de travail. Celles-ci, si elles ont évolué, restent toujours difficiles comme celles des cadences des agents de conduite de la SNCF et de la RATP. Le gouvernement a pourtant pour argument que le critère de pénibilité des conditions de travail est "dépassé". De plus, en stigmatisant les cheminots comme privilégiés, le gouvernement a pu imposer l'idée du départ à la retraite à 60 ans. Le gouvernement Fillon a ainsi ouvert la possibilité d'allonger encore le temps de cotisation de 40 annuités, à 42 voir 45, pour instaurer à terme un système de retraite par capitalisation (privé).

Pour soutenir ces revendications, des grèves historiques ont eu lieu. Le nombre de grévistes à la SNCF et à la RATP, n'avait jamais été aussi important. Et cette grève, s'est prolongée pendant 15 jours, 60% des personnels environ étaient en grève à la RATP et 30% à la SNCF. Face à ce mouvement, le gouvernement a tout fait pour monter la population française contre les grévistes en les décrivant comme une minorité privilégiée. Dans un second temps, voyant que l'ampleur de la grève ne diminuait pas, le gouvernement a proposé aux syndicats de négocier.

Après deux semaines de grève, la direction de la CGT a proposé une suspension de la grève pendant la durée des négociations, la suspension étant soumise aux résultats de ces dernières. La direction de la CGT se donnait ainsi un moyen efficace de casser la grève, qui s'est arrêtée petit à petit.

Les négociations se sont réduites en peau de chagrin. Le gouvernement n'a pas accédé aux revendications des grévistes. Mais, la grève a permis d'accéder à des assouplissements minimes. Ainsi, l'allongement des cotisations n'a pas atteint la durée initialement prévue. Et une compensation financière a été instaurée de quelques dizaines d'euros par an. Le gouvernement fait ainsi un pied-de-nez à la grève.

Laure Sabler

INTERVIEW



Pour faire le bilan de la grève des cheminots pour la défense des régimes spéciaux, la rédaction a souhaité laisser la parole à Fabien Villedieu, agent de conduite SNCF, syndicaliste SUD Rail.

Que penses-tu du résultat de la grève des cheminots ?

J'en tire un bilan en demi-teinte. Les cheminots ont subi une défaite par rapport à tout ce pourquoi il se sont battus mais sur le terrain la grève a été très suivie. Nous avons atteint les 75% de grévistes le 18 octobre 2007 et 65% le 14 novembre. Ces deux conflits ont atteint une ampleur historique. Le résultat est que nous avons limité la casse par rapport à ce qui était initialement prévu. Nous allons devoir bosser 2,5 ans de plus ce qui amène notre départ en retraite à 57,5 ans. Nous ne sommes pas alignés sur le public ni sur le privé. Sarko voulait absolument 60 ans pour tous et il n'y est pas arrivé. Je pense que notre grève a peut-être contribué à ce que Sarkozy ait baissé dans les sondages.

Pourquoi cela s'est-il terminé ainsi ?

Je pense que 2 facteurs se recoupent quant à ce résultat. Il y a eu un décalage important entre la base et les grandes centrales syndicales. Elles nous ont lâché. En 2003 on a expliqué qu'il fallait faire grève tous ensemble pour les retraites afin de ne pas se retrouver isolés. Et aujourd'hui c'est le cas, nous avons été isolés et ça nous a fait bien mal. De même la question politique est fondamentale. Il y a un travail de sape en œuvre depuis le mouvement de 1995. Les médias ont toujours été contre nous. Cette fois-ci même une partie de la gauche s'est positionnée contre nous. Certains de ses dirigeants traditionnels, comme Manuel Valls, se sont prononcés en faveur de la casse des régimes spéciaux.

Le mouvement des étudiants contre la LRU s'est prononcé en faveur du vôtre...

Parmi les cheminots il y a eu une véritable sympathie pour la lutte des étudiants même si ces questions ont pu sembler lointaines. On a bien ressenti qu'il y a un projet global et qu'ils nous attaquent un par un. Mais nous n'avons pas réussi à construire un tous ensemble avec les étudiants. Les régimes de retraite doivent aussi sembler lointains aux étudiants. Tout ça c'est bien dommage.

Tu va passer en conseil de discipline prochainement peux-tu nous en dire plus ?

J'y passe en février avec Aziz. Il nous est précisé que c'est un dernier avertissement avant révocation avec 6 jours de mise à pied pour Aziz et 12 pour moi. C'est un acte de répression classique après une défaite. La direction de la SNCF est revancharde et veut museler SUD Rail le syndicat le plus contestataire. Nous sommes pour cette direction des mauvais élèves du syndicalisme. Nous n'allons pas négocier en costard comme Didier Le Reste. Concrètement la direction reproche à Aziz une altercation avec un provocateur de la FGAAC (syndicat corporatiste n'appelant pas à la grève) et à moi d'être passé dans un JT de France 2 sans autorisation de la SNCF. Ce qui a choqué mon directeur dans le reportage, c'est que j'expliquais nos cadences et le fait que je n'avais pu dormir que 5 heures. Cela risque d'effrayer les voyageurs. SUD Rail va donc lancer une campagne en notre faveur avec, en plus de l'information, au moins un appel régional à la grève.

Propos recueillis par Laurent Bauer



Contrat de travail : toujours plus de précarité

Les syndicats « représentatifs » se sont mis d'accord avec le patronat sur un projet de « modernisation du marché du travail » qui entérine un peu plus de régression et de vulnérabilité des salariés face à la précarité, à part la CGT qui a déjà annoncé qu'elle ne signerait pas cet « accord » de précarisation, et Solidaires qui n'était pas invité à ces négociations. Les menaces du gouvernement de légiférer unilatéralement, l'arrogance du MEDEF et surtout la prochaine réforme de la représentativité syndicale ont porté leurs fruits.

La période d'essai pourra passer à deux mois renouvelables selon les accords de branche pour les employés et ouvriers, soit jusqu'à 4 mois de période d'essai contre deux actuellement. Comme si un patron avait besoin d'autant de temps pour savoir si un employé est qualifié pour un poste ! Il s'agit en fait de mettre la pression le plus longtemps possible sur les salariés afin de disposer d'une main-d'œuvre plus précaire, donc moins en mesure de défendre ses droits. La période d'essai est toujours une période de stress accru pour les salariés, avec l'impossibilité de s'engager pour la location d'un logement, par exemple. C'est la même logique que pour le CPE et le CNE : des salariés toujours plus précaires.

Le contrat à objet précis, « réservé » aux cadres, institutionnalise et pérennise l'intérim comme norme pour le travail qualifié. Au-delà de 18 mois, le salarié ne conserve son poste que le temps jugé nécessaire par le patron à la « fin de mission », aucun dispositif de recours n'étant prévu dans l'accord.

La rupture conventionnelle est présentée comme une grande avancée car permettant au salarié de toucher des indemnités de chômage. C'est sans tenir compte du rapport de force salarié-patron et des risques de contournement du dispositif : c'est la direction départementale du travail et non l'inspection du travail qui valide le caractère « amiable » du licenciement. La rupture conventionnelle incitera des patrons à rendre la vie impossible à certains salariés pour les forcer à accepter un licenciement sans indemnité, c'est souvent le cas dans certaines boîtes pour les plus anciens et donc les mieux payés des salariés. Cette mesure rejoint la vieille revendication patronale de faire que la signature du solde de tout compte interdise toute réclamation ou poursuite ultérieure aux prud'hommes, forçant les salariés à choisir entre le respect de leur droit ou le salaire du mois en cours !

Pour faire signer FO, la CFDT, la CFTC et la CGC, le patronat a lâché sur la conservation du solde d'heures de droit individuel à la formation en cas de licenciement : la précarité devenant la norme, il faut bien organiser la formation des salariés. Quand à la « prime forfaitaire » pour les jeunes chômeurs, aucun montant n'a été fixé.

Encore une fois, les directions syndicales négocient le recul de nos droits, ou appellent à des mobilisations insuffisantes comme la CGT le 22 janvier. C'est d'un mouvement dur de l'ensemble du salariat dont nous avons besoin pour mettre un coup d'arrêt à la casse sociale généralisée, et pas de journées d'action espacées de plusieurs semaines, voire de mois entiers.

Adrien Nicolas

Travailler plus, plus longtemps, pour gagner moins !

Le père Noël est vraiment une ordure ...

Le 31 décembre, Sarkozy, élu " Président du pouvoir d'achat ", a triomphalement annoncé une série d'augmentations des minimas sociaux : 1 % d'augmentation pour le RMI mensuel (qui va ainsi frôler les 448 € !) ; soit une augmentation de 7,05 € par mois, ou 23 centimes d'€ par jour. Pour un couple, on atteint les 671,87 €, et 940,62 € pour une famille avec deux enfants. Le minimum vieillesse augmente de 1,1 % (comme toutes les retraites) au 1er janvier 2008, pour atteindre 628,10 € pour une personne et 1 126,77 € pour un couple de retraités. Les allocations familiales sont passées au premier janvier de 119,13 € à 120,32 € pour un enfant, et de 271,75 à 274,47 € euros pour 3 enfants. Quand au SMIC, aucun " coup de pouce " n'est annoncé : l'augmentation sera donc de 1,01% pour atteindre 8,52 € brut de l'heure. En comptant avec l'inflation, c'est donc une baisse sérieuse des minimas sociaux : " En novembre 2007, l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages s'accroît de 0,5 %. La variation annuelle s'établit à +2,4 % ". Source : l'INSEE le 13 décembre 2007. Sans compter avec la TVA à 24,7% qui nous attend dès la fin des municipales.

... Mais pas pour tout le monde :

Le " paquet fiscal ", les diminutions de l'impôt sur la fortune, l'allègement de la fiscalité sur les successions et donations vont coûter 14 milliards d'€. Les exonérations fiscales pour les entreprises atteindront le montant de 68,3 milliards d'€. Le " bouclier fiscal " ramené de 60 % à 50 %, devrait, selon le Syndicat National Unifié des Impôts, profiter à " 18 000 contribuables qui se verront rembourser 563 millions d'euros ". Du coup, le gouvernement prévoit la suppression de 130 000 postes de fonctionnaires dans les 4 ans.

Pour ne pas voir notre niveau de vie baisser, pour nous loger (les loyers ont augmenté de 2,84% aux deux premiers semestres 2007), la ministre de l'économie Mme Lagarde nous recommande de " devenir des consommateurs avisés " (Le parisien du lundi 7 janvier 2008) ; en clair de faire les soldes.

Mais la vraie réponse du gouvernement est plus sérieuse, plus dangereuse aussi : le fameux travailler plus. Le rachat des RTT, qu'une bonne partie des salariés du privé et du public n'avait pas eu l'autorisation patronale de prendre ; le travail le dimanche " volontaire " mais pas payé double contrairement aux annonces ; la défiscalisation des heures sup' qui ne seront pas payées 25% de plus (déclarations de Fillon au JDD), contrairement à ce que promettait Sarkozy pendant sa campagne et au début de décembre ; l'allongement de la durée de cotisation à 41 annuités en 2012 puis à 41,5 annuités en 2020 ... pour le travailler plus, Sarkozy tient ses promesses.

Mais le meilleur reste à venir, le MEDEF est mis en appétit par l'empressement du gouvernement et la passivité criminelle des directions syndicales : " le gouvernement veut avancer très vite sur une redéfinition, voire une suppression, de la durée légale du travail " (le figaro économie, 8 janvier 2008). Ce serait une régression à avant 1848 où pour la première fois les salariés ont mis une limite à l'exploitation capitaliste. Pour maintenir notre niveau de vie, nous devons travailler toujours plus, toujours plus longtemps, alors que nos salaires réels continueront de baisser. Pour être sûr que les salariés ne revendiqueront pas des salaires décents, MEDEF et gouvernement prévoient de nous rendre encore plus précaires : en allongeant la durée de période d'essai sur l'ensemble des contrats de travail ; en créant un contrat de mission " dont la rupture interviendrait sans drame lorsque s'achève le projet pour lequel l'embauche a été réalisée ", c'est-à-dire quand le patron le décide, comme en intérim ; enfin, la " rupture conventionnelle " qui permettra au patron de ne pas payer d'indemnités de licenciement en forçant les salariés à démissionner " à l'amiable ".

Le seul moyen d'éviter la régression sociale généralisée, de mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy, c'est de rompre avec la stratégie des directions syndicales qui négocient le recul de nos droits. Pour gagner, il faudra un tous ensemble, une mobilisation à la hauteur des attaques que les salariés subissent depuis l'élection de Sarkozy.

A.N.

Le PS aux abonnés absents

Pour la première fois depuis son élection il y a huit mois, Sarkozy est qualifié d'impopulaire dans les sondages. Une chose est certaine - l'étalage de sa vie privée comme un feuilleton de TF1 n'a pas fait oublier aux français que la vie est de plus en plus chère et les emplois de plus en plus rares. Sarkozy ne peut pas simplement hausser les épaules quand on lui rappelle ses promesses sur le pouvoir d'achat.

Le spectacle médiatique n'a pas toujours bien fonctionné, ou bien a fonctionné contre l'intérêt du président. Mais il est affligeant de voir que les critiques les plus dures viennent de la droite, et non pas de la gauche. On pourrait rigoler des critiques de Cécilia, qui qualifie son ex de "pingre", qui n'aime personne, même pas ses enfants, on pourrait se moquer du milliardaire fasciste Le Pen qui traite Sarko de Président bling-bling flon flon, on pourrait ricaner en voyant des dizaines de candidats UMP aux municipales qui ne souhaitent pas avoir le soutien du président. On pourrait sourire quand Fadela Amara dit qu'elle ne votera pas Sarkozy en 2012. On pourrait se demander où est passée Rachida Dati, depuis que les magistrats lui tiennent tête et que la "réforme" de la justice ne se fait pas. Mais on se demande surtout où est passée la gauche.

Le parti socialiste est handicapé par la défection de quelques "gros poissons" et plusieurs petits - Kouchner et Strauss-Kahn, Besson, Bockel. Mais la vraie difficulté c'est que ceux qui se chamaillent pour prendre la direction du parti - Royal, Valls, Peillon, Montebourg ou Delanoé - n'ont rien à redire sur l'essentiel du projet néolibéral de Sarkozy.

Strauss-Kahn a déjà privatisé France Télécom, et se dit pour la réforme des universités, pour qu'elles soient livrées à la concurrence internationale ; il est logique qu'il accepte d'intégrer l'équipe Sarkozy.

Kouchner l'aventurier a déjà soutenu de nombreuses interventions impérialistes à l'étranger au nom d'un humanitarisme sans frontière, notamment le Kosovo, quand le gouvernement de Jospin a bombardé les Serbes en 1999. Mais ceux qui restent au PS donnent l'impression qu'eux aussi, se sentiraient à l'aise chez Sarko.

Manuel Valls, député-maire d'Evry, et candidat à la direction du parti, a exprimé son accord avec les discours politique de François Fillon, et même envisagé la possibilité de "faire un bout de chemin avec la majorité à condition qu'elle nous entende" (*Le Monde Diplomatique*, Novembre 2007). Valls s'est déclaré pour la réforme des régimes spéciaux de certains salariés. Il est pour que le PS change de nom, et a exprimé son accord avec l'idée de Bernard-Henri Lévy selon laquelle il faut une rupture radicale avec le passé pour sauver la gauche.

Julien Dray, député de l'Essonne, et aujourd'hui donné comme candidat au poste de premier secrétaire du PS, fut un des premiers à gauche à parler de "zéro tolérance" et fut l'un des architectes de la campagne de Ségolène Royal, campagne où le thème de "l'ordre (juste)" a été beaucoup mis en avance.

Aujourd'hui Dray parle d'une grande coalition arc-en-ciel qui rassemblerait toute la gauche mais aussi le centre. Ségolène Royal aussi parle des alliances avec le MoDem pour les municipales. Mais le seul effet d'une alliance avec le centre serait de tirer le paysage politique encore plus vers la droite, et de laisser à l'abandon l'électorat de gauche.

En Italie, l'alliance centre-gauche de M. Prodi avait énormément de mal à battre Berlusconi en 2006, et l'élection fut remportée par la gauche avec les voix des électeurs italiens installés à l'étranger. Parmi les italiens résidents en Italie, il n'y



avait que 25 000 voix entre le centre-gauche de Prodi et le centre-droit de Berlusconi. Une alliance centre-gauche ne peut que favoriser la droite.

Parmi les candidats du MoDem qui espèrent être élus suite à des accords avec le PS : Marc Dufour, ancien PDG d'Air Littoral. Il est très clair que l'alliance permettrait de construire le MoDem là où il n'existe pas. Et de crédibiliser ses idées plutôt que des idées de gauche. Mais aujourd'hui, les préoccupations des Français - le pouvoir d'achat, la sécurité d'emploi, l'éducation - sont des questions où la gauche est traditionnellement forte.

Il ne faut pas oublier que la classe ouvrière française a déjà une longue histoire de résistance à la politique néolibérale. Si nous n'avons pas remporté la dernière bataille contre la LRU, c'est que la direction de la gauche "réformiste" était d'accord avec la réforme et la direction des syndicats a souhaité négocier plutôt que de lutter.

Catherine Curran

Traité européen : la démocratie selon Sarkozy

On a tous en mémoire le double NON qu'ont infligé les peuples des Pays-Bas et de la France au Traité Constitutionnel Européen en 2005. Pourtant Sarkozy a signé le Traité dit simplifié qu'il a bien contribué à mettre en œuvre. Certains voudraient nous faire croire que ce traité est différent et que les points de frictions auraient disparus.

Pourtant en écoutant les dirigeants européens eux-mêmes, on se rend compte que la réalité est toute autre. Ainsi Giscard a déclaré au Daily Telegraph du 27 juin 2007 que "Ce texte est en fait, le retour d'une grande partie de la substance du Traité Constitutionnel". Le parlement européen dans une résolution adoptée le 27 juin 2007 "se félicite (...) que le mandat préserve en grande partie la substance du traité constitutionnel". On voit donc que la démocratie est à géométrie variable pour Sarkozy et ses amis capitalistes, selon qu'elle va dans le sens de leurs intérêts ou non.

Mais ce qui est encore plus grave est la position officielle du Parti Socialiste qui appelle ses parlementaires à boycotter le vote du congrès de Versailles le 4 février prochain, permettant de fait à Sarkozy d'obtenir la majorité qualifiée. Dans le cas contraire il serait obligé d'organiser un référendum. Le campagne pour le NON en 2005 a permis de lancer des débats de fond sur la nature du système libéral. C'est pourquoi nous nous inscrivons dans la campagne pour un référendum.

Vous aussi pouvez signer la pétition sur <http://www.nousvoulonsunreferendum.eu>

Laurent Bauer

Non à la "politique de civilisation" de SARKOZY

Nicolas Sarkozy, dans ses vœux aux français, a parlé de sa volonté de mettre en œuvre une "politique de civilisation" pour que la France soit l'âme de la nouvelle renaissance dont le monde a besoin. En précisant lors d'une conférence de presse le 8 janvier, il a fait le lien entre sa campagne présidentielle, où "les valeurs ont tenu une place centrale", et sa volonté de bâtir cette politique de civilisation. Pour lui, les valeurs concernent "la vie, la morale, l'autorité, la culture, l'intégration, le civisme". En faisant allusion aux idées du philosophe Edgar Morin, il affirme vouloir "remettre l'Homme au cœur de la politique", et faire une politique de la vie, nous donner une philosophie de la vie, semble-t-il. Cette nouvelle philosophie est nécessaire car on vit, selon le président, une crise profonde, il nous manque des repères, nous sommes en manque d'idées et de foi. Voilà pourquoi il nous faut une politique de civilisation.

"La politique de civilisation, c'est la politique qui est nécessaire quand il faut reconstruire les repères, les normes, les règles, les critères". Sarkozy affirme un parallèle entre notre époque et les grandes transformations sociales du passé.

"Ce n'est pas la première fois que cette nécessité s'impose. Elle s'est imposée à chaque fois qu'un grand choc politique, économique, technologique, scientifique est venu ébranler les certitudes intellectuelles, la morale, les institutions, les modes de vie". Il nous informe que tel était le cas avec la Renaissance, les Lumières, La Révolution industrielle, mais aussi le réformisme de l'après-guerre, l'école de Jules Ferry : la laïcité aussi était le fruit d'une "politique de civilisation".

En somme, la mondialisation a profondément changé le monde, nos anciennes valeurs et nos anciens modèles sociaux ne correspondent plus à la réalité, la société est en crise, il y a urgence, la politique de civilisation est la seule réponse valable.

Mais les arguments développés ici par Sarkozy n'ont rien de nouveau. Ils forment les bases d'un autre projet politique dont les résultats sont bien en évidence - le projet articulé il y a près d'une décennie par T.Blair et G. Schroder dans leur fameuse "Troisième Voie". En souhaitant se débarrasser des idées de la gauche traditionnelle, pour mieux accommoder la société à l'assaut du capitalisme libéral qui était en cours, Blair, en concertation avec Schroder mais aussi Clinton aux Etats-Unis, avait présenté la troisième voie comme la voie "nécessaire et inéluctable" pour sortir la société de la crise. Quel était le contenu de cette politique ? Sur toile de fond de changement technologique, bouleversement profond provoqué par la mondialisation, structures sociales inadaptées à la nouvelle situation, nécessité de rattraper le retard sur le reste du monde, vieilles idées désuètes, on a vidé le projet social-démocrate de tout son contenu social. Au lieu d'indemniser les chômeurs, il fallait les "inciter" à trouver de l'emploi, il fallait "moderniser" la fonction publique en précarisant davantage ses employés, la "réforme" de l'éducation nationale a continué, ainsi que celle de la santé publique, l'audiovisuel et d'autres. En contrepartie, les nouveaux adhérents du social libéralisme ont eu droit à une "nouvelle" idéologie, non plus basée sur les valeurs de la gauche, mais sur des "valeurs" tout court. Selon Blair, c'était des "valeurs fondamentales" qui donnaient sa cohérence à la société, qui permettaient aux communautés de se constituer et aux citoyens de se reconnaître entre eux. Ces valeurs fondamentales étaient aussi qualifiées de "traditionnelles" par Blair. Communauté et valeurs traditionnelles sont devenues les mots-clefs du projet de Blair. Mais quelles sont ces valeurs : famille, communauté, nation. A la base, une culture commune, des valeurs auxquelles tout le monde adhère. On voit la même pensée dans le discours de Sarkozy quand il demande :

"Et qui ne voit que la culture commune ou la morale partagée, qui nous permettent de nous parler, de nous comprendre et de nous supporter sont des valeurs de civilisation qui conditionnent notre vie quotidienne ? Qui ne voit qu'à la violence, à l'insécurité, à la peur de l'autre qui engen-



dre le rejet, l'exclusion et le repli sur soi nous devons opposer la politesse qui est une forme de respect, l'autorité qui est l'expression d'une légitimité, l'éducation qui socialise et qui émancipe".

Cette insistance sur la culture commune et les valeurs partagées font partie de ce que le Marxiste britannique Terry Eagleton a nommé le "consensus culturel" qui sous-tend le projet des états néolibéraux occidentaux aujourd'hui. L'immigration de masse vers l'Europe dans les décennies après la seconde guerre mondiale, et les luttes menées par ces immigrés pour faire prévaloir leurs droits, ont transformé le Royaume Uni, comme bien d'autres pays européens, en société multiculturelle. Aujourd'hui, au nom de la "cohésion sociale" le parti Travailleiste insiste sur le fait que ces immigrés doivent souscrire aux "valeurs" du pays s'ils veulent continuer à y vivre. Au lieu d'avoir des droits inaliénables, les immigrés et leur famille doivent se soumettre aux valeurs dites "britanniques" pour avoir droit à quoi que ce soit. Dès maintenant, pas de droit sans "responsabilité" civique. Cette formule a été développée par l'universitaire américain A. Etzioni, l'un des pères fondateurs du communautarisme américain, très influent vis-à-vis de Clinton et de Blair. Cette forme de communautarisme insiste sur la priorité de la cohésion sociale, et met en avant les responsabilités des citoyens envers leur communauté et la nation. Et les valeurs sont celles de la droite : respect, obéissance de l'autorité, patriotisme, famille... la culture, c'est la culture européenne. Sarkozy se fait l'écho de cette pensée communautariste quand il dit :

"Maintenant, il s'agit d'aller au fond des choses, c'est-à-dire de s'occuper de ce que l'on veut enseigner à nos enfants, de ce que l'on veut leur transmettre comme connaissances, comme valeurs, comme culture, bref de fixer quel idéal humain nous voulons leur proposer et d'organiser les études, les programmes, les rythmes, la formation des enseignants pour y parvenir."

Pour Sarkozy, il s'agit de bâtir une école "du savoir, de la culture, du respect, de la civilité." On inculque le goût d'apprendre, la curiosité intellectuelle, l'ouverture d'esprit, le sens de l'effort et du travail de la pensée, mais aussi le respect de l'autorité du professeur et la politesse, le civisme. Toutes les "questions sociales" peuvent être réinterprétées dans l'optique de ce nouveau communautarisme. Les émeutes au Royaume-Uni en 1991 sont d'us, non pas à l'exclusion sociale de la population musulmane de certaines villes du nord, mais par leur refus d'intégrer la société britannique. Ces populations sont criminalisées d'un côté, puis on exige d'eux de faire preuve de volonté d'intégrer la société britannique. Après, le Parti des Travailleurs a instauré les tests de nationalité pour les immigrés. Faire passer les "réformes" néolibérales tout en désignant comme bouc émissaire ceux qui ne partagent pas "nos valeurs", tel est le jeu joué par le Parti Travailleiste depuis des années. Sarkozy nous parle de "valeurs" pour faire oublier le fait qu'il entend détruire tous nos acquis sociaux et précariser des couches entières de la société, tout en enrichissant ses amis les patrons. On l'a déjà vu avec la mort annoncée de la télévision publique. La culture de Sarkozy, c'est l'argent et tout ce qui va avec, les top-models, le bling-bling, les jets privés, les yachts. Mais il ne peut seulement réussir son projet avec l'aval d'une partie de la gauche. Si les directions syndicales n'étaient pas tellement éblouies, Sarkozy ne parviendrait pas à mettre en œuvre sa politique de civilisation.



Grève de la faim des faucheurs



Dix jours sans manger pour un combat mené depuis Dix ans : cela faisait depuis le 5 janvier à 19h30, que dix-sept membres de la confédération paysanne alliée à une vingtaine d'autres associations (greenpeace, les faucheurs volontaires, ATTAC...) avaient débuté une grève de la faim dans le but de faire pression contre un gouvernement qui promettait lors du grenelle de l'environnement de suspendre la vente de semences OGM.

En réalité, celui-ci n'avait fait que mettre un moratoire sur cette vente jusqu'au 9 février. La confédération paysanne a demandé un moratoire réel, qui répond à l'exigence de principe de précaution, en conformité avec la législation européenne qui permet à un pays de l'union de faire exception à la loi européenne par une clause de sauvegarde. Le 15 janvier, le projet de loi pour appliquer cette clause de sauvegarde est débattue, une manifestation a eu lieu à 18 heures.

La grève de la faim s'est arrêtée samedi et déjà José Bové salue cette victoire et remercie le DAL (association du droit au logement) d'avoir ainsi concilié la résistance des "rats des villes et celle des rats des champs". Le président du DAL parle même de la troisième victoire de la rue de la Banque et propose de la rebaptiser "rue de la lutte".

De même que les méthodes de groupe comme les faucheurs volontaires sont souvent contestées, les grévistes de la faim ont été accusés par le gouvernement d'être un groupuscule d'extrémistes. Notons que cette grève de la faim, comme les actions des faucheurs, ayant explicitement pour objectif d'attirer les médias a permis de relancer à nouveau le débat sur la très problématique question des OGM : ainsi le débat s'est fait autour des moyens de coexistence des cultures OGM avec les autres cultures, de fait, celle-ci semble impossible puisque les organismes transgéniques contaminent des champs à une vingtaine de kilomètre de distance, le matériel agricole ainsi que les moyens de transports.

La confédération paysanne demande également un étiquetage sur la viande et les produits d'origine animale signifiant que ces animaux ont été nourris aux grains transgéniques ou non, ainsi qu'un étiquetage de produits transgéniques en dessous du seuil des 0,9%, ce que garanti pour l'instant la législation française.

Francesca Courtin

Révoltes en centres de rétention : l'espoir des Sans-Papiers est le nôtre

En décembre 2007, les Sans-Papiers des centres de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot (Roissy) puis de Vincennes entament un mouvement sans précédent : refus de rentrer dans les "chambres", d'être comptés, grèves de la faim, revendications écrites sur les t-shirts sont les principales actions alors menées collectivement. On assiste alors pour la première fois en France à une intervention de 150 CRS au sein du CRA de Vincennes pour obliger les détenus révoltés à obtempérer! Suivront deux autres interventions de même envergure les deux nuits suivantes.

La situation est extrêmement critique pour les personnes Sans-Papiers sur le territoire français : l'absence de tout droit positif pour la personne "étrangère" et la politique d'expulsion quotée du gouvernement est plus qu'inquiétante. Avec les lois CESEDA de 2006, la loi Hortefeux, le Fichier Eloi et la proposition à l'échelle européenne d'allonger la durée du séjour en centre de rétention de 32 jours à 18 mois, un nouveau tournant, coercitif à tous les niveaux et négateur des droits positifs les plus fondamentaux des personnes, a été pris. L'étrangerE, a fortiori Sans-Papiers, n'a presque aucun droit positif dans la législation française : seulement éventuellement celui de travailler, qui ne lui suffit pas à bénéficier des droits sociaux que sont la santé, la retraite et le chômage, alors qu'il cotise pour les caisses publiques !

La répression qui s'abat sur les personnes Sans-Papiers et tous leurs soutiens est sans pareil. Le lavage de cerveau xénophobe que les politiques font subir à la population à travers la notion "d'identité nationale", popularisée par l'extrême droite Lepeniste dans les années 80 et aujourd'hui reprise par une droite dure des plus racistes, pousse les travailleurs à une xénophobie concurrentielle qui n'a pas de sens et qui ne profite qu'à l'exploitation.

En Italie, une vingtaine de personnes Sans-Papiers se sont enfuies du centre de rétention de Lamezia Terme, il y a une semaine : c'est dire que le mouvement pour la fermeture des centres de rétention est un mouvement à l'échelle européenne, et pose nécessairement la question des Sans-Papiers en termes d'intérêts économiques néo-libéraux et de définition des rapports de production.

En France, le mouvement qui a duré un mois, s'est essoufflé face à des promesses de régularisations toujours aussi chimériques. Montrons notre soutien. Que cette révolte reprenne de plus belle!

Tous les jours, les sans-papiers du CRA de Vincennes vous invitent à venir manifester votre soutien devant le centre de rétention.

Diala, étudiante en philosophie à Paris 1



Rassemblement de soutien aux sans-papiers au Centre de rétention administrative de Rennes

IRAN : La course à la guerre



Depuis la révolution islamique de 1979 et la prise d'otage (qui dura 444 jours) au sein de l'ambassade américaine, les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran sont à ce point tendues, qu'aujourd'hui, une intervention militaire en Iran paraît plus que probable.

L'argument le plus souvent mise en avant est "l'avancé du programme nucléaire iranien". Cependant, avons-nous entendu dans les médias, chez nos hommes politiques, que ce programme est en place depuis 1957 et qu'il a été mis en place par les États-Unis ? Les justificatifs de ces velléités belliqueuses sont à chercher ailleurs...

Ce programme nucléaire date donc de 1957.

En effet, à cette date, il a été décidé que les États-Unis et l'Iran travailleraient sur l'atome dans un but civil. En 1968, l'Iran signa le traité de non prolifération (TNP), qu'il ratifia par voie parlementaire en 1970. Au niveau de son sous-sol ou au niveau géostratégique l'Iran était un pays idéalement bien placé.

Ainsi, durant la Guerre Froide, ses frontières communes au nord avec l'ex-URSS constituait un excellent point d'ancrage pour l'armée américaine. À ce moment, ces recherches devaient servir à équiper un pays d'Asie Mineure frontalier avec l'ex-URSS. Ce programme a suivi son cours jusqu'en 1979 et la révolution qui chassa le Chah du pouvoir. Les leaders de la révolution interrompirent les recherches sur l'atome avant de les relancer en 1982, en pleine guerre contre l'Irak.

" Les actions de l'Iran menacent la sécurité des pays à travers le monde "

G.W. BUSH, 13/01/08

L'atome et la région du Golfe

A écouter tous ses détracteurs, si l'Iran accède au processus permettant la production d'énergie nucléaire, ne serait-ce que civile, cela serait la fin de la région, et du monde. Rien de moins...

L'Iran est actuellement entouré par trois pays possédant l'arme atomique qui sont le Pakistan, la Russie et Israël. Pourtant le Pakistan est dans une situation politique instable et en conflit larvé avec l'Inde ; la Russie brade de façon indirecte une partie de son potentiel nucléaire ; enfin Israël ne respecte aucun des accords internationaux en vigueur sur le nucléaire, et a maintenu ses activités cachées pendant des dizaines d'années. On a vu plus dangereux que l'Iran... Quant à la présence américaine dans cette région du globe, elle est loin d'être négligeable : des bases militaires sont installées en Arabie Saoudite (base aérienne de Prince Sultan, 9 000 hommes), au Qatar (QG du commandement militaire US basé à Al-Udeid), à Bahreïn (siège de la Vème flotte américaine) et au Koweït (100 000 soldats). Toutes ces bases permettent la " sanctuarisation " de l'Arabie Saoudite et la sécurisation du détroit d'Ormuz (15 millions de barils/jours y transitent). De plus, depuis la guerre en Irak de 2003, 150 000 soldats américains stationnent sur le sol irakien et tentent de sécuriser les pipelines qui sont la cible de nombreux sabotages. La guerre menée par les américains en Irak a rendu la région plus instable, et mis en danger la frontière irako-iranienne.

À une échelle régionale, l'Iran ne possède aucun allié. La Jordanie et l'Égypte soutiennent la politique américaine dans la région, les pays du Golfe (Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar) avec l'Arabie Saoudite, se sont réunis depuis 1981 au sein du GCC " Conseil de Coopération du Golfe " (accord militaire de politique économique de type libre-échange, soutenu par les États-Unis) et compte bientôt développer un partenariat commun sur le nucléaire civil. La demande d'adhésion de l'Iran est pour le moment à l'étude mais divise les membres de l'organisation.

Deux poids, deux mesures

A écouter Mme Rice, les pays en voie de développement doivent, à long terme, se tourner vers le nucléaire afin d'assurer leur fourniture en énergie. Cependant l'Iran n'aurait pas le droit d'accéder à cette technologie. CQFD...

Israël a bien accès à cette technologie, sans pour autant avoir ratifié le TNP, et donc ne pas avoir ratifié le protocole additionnel qui donne le droit aux commissaires de l'AIEA de faire des inspections plus approfondies. Chose que l'Iran respecte. Par ailleurs, l'homme qui a révélé l'existence du programme nucléaire israélien, Mordechai Vanunu, a pris pour plus de 18 ans de prison. Alors ?

On peut constater qu'il y a bien une politique de " deux poids, deux mesures ". D'un côté, on laisse un pays se munir librement de l'arme atomique, bénéficiant aussi d'aide indirecte et qui n'a pas signé le TNP. De l'autre, on met au ban de la communauté internationale un pays essayant de produire de l'énergie nucléaire à but civil.

Et la France ?

Sous couvert d'une " politique de civilisation " Nicolas Sarkozy ne fait que suivre sa politique de rapprochement effectué avec G.W. Bush depuis son élection. Il est en passe de prendre le titre de " caniche des États-Unis " qu'a laissé vacant M. Blair. Et M. Sarkozy ne voit pas où est le problème de signer un accord de coopération sur le nucléaire civil avec l'Algérie, la Libye et les Emirats Arabes Unis.

Néanmoins, la France n'a jamais témoigné une grande sympathie à l'égard de l'Iran. Lors de la guerre Iran/Irak, c'est elle qui fournissait en armement l'armée de Saddam Hussein. C'est elle qui se montre plus faucon que les faucons américains eux-mêmes depuis le début de cette crise en 2004. L'Iran a servi de prétexte à M. Chirac afin de pouvoir effectuer un rapprochement diplomatique, suite à la divergence de point de vue qu'il y eut sur la guerre d'Irak. La France est donc la première à réclamer des sanctions plus draconiennes envers les iraniens, et, à travers son Ministre des affaires étrangères, M. Kouchner, d'envisager " le pire, et le pire, c'est la guerre ".

La guerre, une fin en soi ?

La région du Golfe Persique abrite 50% des réserves pétrolières mondiales prouvées et près de 40% des réserves prouvées de gaz. La production est principalement acheminée par voie maritime à travers le détroit d'Ormuz. Avec de tels chiffres, le sous-sol iranien ne laisse pas de marbre. Et par dessus tout, depuis la révolution islamique, les États-Unis n'ont pas un mot à dire sur cet or noir. Une telle richesse qui leur échappe doit revenir sous leur contrôle d'une façon ou d'une autre...

"La solution à la crise actuelle ne peut pas être militaire. Il faut donc que l'Europe continue de travailler à une baisse des tensions irano-américaines." Ces propos sont ceux de Sarah Halifa-Legrand, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), spécialiste de l'Iran. Une guerre dans ce pays ne prendra certainement pas la forme d'une invasion par infanterie comme en Irak ou en Afghanistan, mais certainement d'attaques aériennes. Mais quel que soit le mode d'attaque, la solution militaire n'est pas la bonne. Les premiers visés à travers ces attaques seraient la population iranienne qui n'a jamais demandé cela. On a vu en 1999 à quoi ressemblait les "frappes chirurgicales" dans les Balkans et en 2003 la "guerre pour la liberté" en Irak. Le résultat fut des dizaines et des dizaines de milliers de morts civils, et la liberté se fait toujours attendre dans ces régions.

On ne peut pas rester impassible face à cette mascarade mortuaire qui attend le peuple iranien. On se doit de faire en sorte que la France n'engage en aucune façon ses forces militaires sur place. La seule façon d'y arriver est de construire un vaste mouvement anti-guerre, pour faire en sorte que la population iranienne ne soit pas une nouvelle fois victime des logiques financières et politiques.

CHRONIQUES DE GAZA

AÏD SOUS EMBARGO



Les palestiniens de la bande de Gaza ont fêté l'Aïd, du moins ils ont essayé. Une voiture pilonnée, quatre personnes tuées, c'était la veille de l'Aïd.

Les enterrements se succèdent dans le cimetière du camp de Nuseirat. Les morts accompagnés de leurs cortèges funéraires défilent. Les militants sont en colère. Les profonds silences alternent avec les tirs soutenus des armes. La population descend dans la rue et vient grossir les cortèges. L'enterrement prend des allures de manifestation. Les petits se penchent à la fenêtre, eux aussi ont envie de participer : pourquoi ne pas descendre avec des pétards pour crier ? Cependant, il n'est pas facile d'échapper à la surveillance de sa mère qui, inquiète, ramène dans la pièce principale les petits qui tentent de sortir de la maison.

L'armée d'occupation a principalement visé des militants de la direction de la branche armée du Jihad islamique, Saraya al-Qods, assassinats justifiés bien entendu, au nom de la sécurité d'Israël.

Une vingtaine de morts en l'espace d'une semaine, c'est le tragique bilan de l'Aïd. Un Aïd qui fut ensanglanté, un Aïd sous embargo, une population saignée chaque jour un peu plus. Chaque jour ou presque, une maison hurle sa peine et son exaspération, relayée par les militants et la population...

Le muezzin de la mosquée d'en face annonce, jour après jour, les noms des morts et scandé des odes funèbres. Les murs se couvrent au fil des heures d'un peu plus de noms et deviennent le support de liste macabre. Ce matin, le cimetière de Nuseirat, était couvert de drapeaux. Chaque parti est venu exprimer son soutien, sa peine et sa détermination dans son combat contre l'occupation.

A Gaza on combat des ombres, des soldats invisibles, qui se manifestent par la voie des airs : déverse les balles tant que tu peux, tant que tu veux, ils ne descendront pas du ciel. L'absence d'un ennemi physique rend fou.

On entend les bruits sourds des bombardements qui font trembler les portes, exploser les vitres des fenêtres, les survols des drones, on finit malheureusement par s'y habituer...

Se faire bombarder, pilonner, c'est le quotidien des gazaouis et c'est aussi un non événement, ce qui fera l'évènement en soi, serait un jour calme, tranquille... La violence du colon s'est insérée souvoisement dans le vocabulaire du quotidien, aujourd'hui on se lève, on mange, une voiture se fait pilonnée, tu as fait quoi hier ? J'étais à l'enterrement d'un ami...

Et quand le ciel se calme, c'est sur terre que la violence agit, par les incursions quotidiennes dans les zones proches de la frontière, ou plutôt aux extrémités de la "cage" la camp d'Al-Maghazi le troisième jour de l'Aïd, le vingt-sept décembre dans les villages situés à l'est de Khan Younés...et c'est une liste non exhaustive.

On entend ici et là, que ces opérations militaires seraient un entraînement à une invasion de la bande de Gaza dans sa totalité. Pour d'autres, il s'agirait d'un prélude à une opération militaire de grande envergure. Deux scénarios dont la différence apparaîtra dans le nombre des morts, dans l'intensité de la violence, et dans la durée de l'agression.

La violence de l'occupation ne se manifeste pas seulement par les bombardements, les incursions militaires ou encore les assassinats. Ce n'est qu'une partie de l'enfer quotidien de Gaza, l'autre côté, c'est l'embargo, ou la privation continue.

Quatre vingt pour cent de la population palestinienne de la bande de Gaza ne vit, ou plutôt ne survit que grâce à l'aide humanitaire distribuée par l'UNRWA, qui craint, à en lire ses rapports, de ne pouvoir assurer son rôle, si l'embargo est toujours maintenu dans les prochaines semaines.

Les palestiniens se contentent de ce qui existe sur le marché, et on se nourrit quotidiennement de fallafels, de fowl, de pommes de terre, et quand on en a les moyens, d'un peu de viande, qui est pour la plupart du temps du poulet.

Beaucoup de choses manquent actuellement sur le marché et beaucoup de produits sont périmés. Il est de tradition d'offrir pendant l'Aïd des confiseries ou des chocolats, mais les seuls disponibles datent de l'année dernière, faute de renouvellement, de même pour les vêtements, les chaussures...les réserves vont bientôt être vides.

Toutes les traditions propres à l'Aïd sont alors condamnées. Difficile pour Uthman d'offrir comme il se doit, de l'argent à ses soeurs. Alors, on essaie de trouver des astuces qui puissent satisfaire tout le monde, on fouille dans ses affaires et on offre ce qu'on y trouve.

A Gaza, on s'habitue aux bougies, les coupures d'électricité sont lot commun. A chaque fois, la même question, combien de temps cela va-t-il durer ? La vie se trouve alors paralysée, maisons, magasins, hôpitaux... Les plus chanceux ont des générateurs, les autres fonctionnent au gaz ou à la bougie, quand on trouve.

Les gens s'y habituent et finissent même quelques fois à en rire ou à y trouver un intérêt. Pendant un des repas de l'Aïd, survint une coupure d'électricité, la tante de Wissam me dit alors : " Tu vois, finalement, avec ces coupures on finit par retrouver un climat plus chaleureux, plus convivial, on s'amasse tous autour d'un feu, ça me rappelle un autre temps."

Tous les quartiers ne sont pas touchés en même temps par les coupures, on sort de la pénombre pour retrouver une rue éclairée ou inversement. Certains jours cinq ou six coupures d'électricité se succèdent en l'espace d'une soirée.

Le pétrole fait aussi défaut, ce qui rend très difficile la circulation des individus à l'intérieur de la bande de Gaza. Il n'est pas rare de voir un taxi arrêté sur le bas côté de la route, faute de pétrole. Alors on improvise : soit on a un bidon d'essence dans le coffre, soit on attend qu'une bonne âme s'arrête et nous donne de quoi pouvoir repartir, ou alors on monte à dos d'âne. Certains chauffeurs de taxi ont vendu leur voiture pour des ânes et se sont reconvertis dans d'autres secteurs d'activités, tels que la vente ambulante de légumes, de fruits... On essaie de travailler un peu comme on peut. Beaucoup de personnes sont au chômage, l'embargo a provoqué de nombreuses fermetures d'usines. Les associations de chômeurs sont bientôt plus importantes que les syndicats de travailleurs.

Lors du trajet entre Gaza ville et Nuseirat, le taxi est tombé en rade, il fait nuit, on entend deux apaches survolant la route côtière. La voiture est bondée, nous sommes neuf adultes et quatre enfants. L'arrêt du taxi fait paniquer les plus petits d'entre nous, le chauffeur essaie de trouver une solution, il craint de ne pouvoir nous mener à destination. Il sort un bidon d'essence du coffre, il contient encore un peu d'essence, apparemment suffisamment pour arriver à Nuseirat mais peut-être pas assez pour en repartir. Deux hommes sortent du taxi, et poussent le véhicule qui redémarre péniblement.

Une demi heure après l'incident technique, nous rentrons dans le camp de Nuseirat. Dans la rue principale la tension est palpable. Des membres de Fatah organisent un mini festival dans le club de jeunesse. Les forces exécutives arrivent et c'est le début des provocations, des insultes, des coups de feu retentissent, bilan, cinq arrestations et plusieurs blessés. Des femmes dans le taxi, expriment leur fatigue et leur désarroi face à la situation interne. L'une d'entre elles dit à l'autre : " Chacun d'entre nous doit rester chez lui, et ne doit pas prendre partie pour l'un des deux. Je préfère qu'un combattant meure des suites d'un combat avec les israéliens plutôt que dans une sale affaire comme celle-là."

Rien ne rentre et rien ne sort. Gaza c'est une grande cage. L'enfermement est une composante essentielle de la stratégie israélienne visant à la déshumanisation du peuple palestinien. Tout manque : nourriture, médicaments, même les banques n'ont plus d'argent. Le déni du droit à vivre, la privation, on tue à petit feu, lentement mais sûrement.

Du café Délice, on voit les ambulances entrer à toute vitesse dans l'Hôpital Al-Shifa, qui n'a maintenant d'hôpital que le nom. Abu Julia, me dit, " Jeldi timsah ", ce qui signifie, ma peau est comme celle d'un crocodile, et il poursuit : " Depuis sept ans, je vois toujours la même chose, des ambulances qui rentrent dans l'hôpital et des cortèges funéraires qui en sortent. Je n'éprouve plus aucun sentiment envers la mort".

Puis arrive Muhammad, qui vient de rentrer à Gaza il y a deux mois après quatre ans dans les geôles israéliennes, lorsqu'il était étudiant à l'université de Bir Zeit. Il n'était pas revenu à Gaza depuis le début de ses études en 1999. Sortir d'une cage pour rentrer dans une autre. Il évoque au fil de la conversation quelques souvenirs de prison, ainsi que son ami et camarade de cellule Salah Hamouri, un franco-palestinien, qui est lui toujours emprisonné. Il ne parle pas trop, et marche comme si il était encore en cellule, il tourne en rond et n'aime pas s'asseoir.

Eugénie ALHAJ
Depuis Gaza, le 6 janvier 2008



La bande de Gaza, au printemps dernier